

GUATÉMALA

Le Parlement ne doit pas manquer une occasion unique de mettre fin à l'impunité

Index AI : AMR 34/008/2004

ÉFAI

Mardi 11 mai 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International demande aujourd'hui, mardi 11 mai 2004, au Parlement du Guatemala d'approuver la création de la Commission d'enquête sur les groupes illégaux et les organisations clandestines de sécurité (CICIACS) qui est soutenue par les Nations unies.

« C'est le moment ou jamais de faire l'effort voulu pour renforcer un système judiciaire défaillant et mettre fin au cycle de violence et d'impunité au Guatemala », a déclaré Amnesty International. « La CICIACS représente une occasion unique, sans précédent dans l'histoire du Guatemala, de mettre fin à des décennies d'impunité, d'atteintes aux droits humains et d'allégations de liens entre le crime organisé et l'appareil d'État. »

Vis-à-vis du peuple guatémaltèque, le Parlement a l'obligation d'assurer le fonctionnement d'une justice indépendante et impartiale, de protéger les droits de tous les citoyens, d'assurer leur sécurité et de veiller à la transparence du fonctionnement gouvernemental. Conformément à ses obligations, le Parlement guatémaltèque se doit d'approuver la création de la CICIACS, car elle constitue le meilleur moyen de surmonter l'héritage de violence et d'impunité qui menace d'envahir l'ensemble de la vie publique et d'empêcher la mise en œuvre de l'accord de paix.

Malgré plusieurs années d'efforts pour renforcer un appareil judiciaire affaibli, pratiquement aucun progrès n'a été accompli et seuls quelques affaires connaissent une conclusion satisfaisante devant la justice. Grâce au soutien extérieur, la CICIACS peut mettre fin à l'impunité au Guatemala et aider à identifier les personnes haut placées et les groupes clandestins qui ont établi dans l'ombre une structure étatique parallèle.

« La proposition de la CICIACS n'est pas à prendre à la légère. Un refus pourrait conduire à un cycle d'impunité sans fin, à la poursuite des atteintes aux droits humains et aboutir à mettre l'État guatémaltèque entre

les mains du crime organisé», a encore déclaré Amnesty International.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>